L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI 8 AOUT 1894.

OFFICIEL.

Assemblée Générale
—DE—
L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Session Régulière de 1894.

No 84] LOI

Donnant à l'Etat et aux prévenus dans les procès criminels, droit à une instruction immédiate, dans tout procès où l'un des deux demandant un renvoi de l'instruction se fonde sur l'absence d'un témoin, et l'autre partie en cause admettant que si le témoin absent répondait à l'appel, il témoignerait dans le sens de l'affidavit invoquant le renvoi. En aucun cas, cependant, l'Etat ou le prévenu, à dessein d'obtenir une instruction immédiate, ne sera-t-il forcé d'admettre que l'affirmation contenue dans l'affidavit demandant le renvoi est vraie. Cette loi ne doit aucunement affecter la discrétion du juge de l'instruction d'accorder les renvois à l'Etat ou aux prévenus pour d'autres raisons.

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que dans tous procès criminels où l'Etat ou le prévenu demande le renvoi d'une instruction se fondant sur l'absence d'un important témoin, l'autre partie en cause aura droit à une instruction immédiate en admettant que si le témoin absent déposait ce serait dans le sens indiqué dans l'affidavit demandant le renvoi. Mais en aucun cas l'Etat ou le prévenu ne sera forcé, dessein d'obtenir une instruction, d'admettre que les affirmations contenues dans l'affidavit sont fondées.

Il est de plus décrété, etc , que cette loi ne changera aucunement la discrétion du juge d'accorder nurenvoi pour d'autres motifs.

Il est de plus décrété, etc, que toutes lois ou toutes parties de lois en conflit avec celle-ci sont par elle révoquées.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro tempore du Sénat.
Approuvée le 7 juillet 1894.
MURPHY. J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 86] LOI

Autorisant la vente par des employés d'entrepôts, de marchandises demeurant en entrepôt et sur lesquelles sont dûs des impôts, pourvoyant à la disposition du produit de ces ventes et révoquant les lois contraires.

Section 1re—Il est ordonné par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que toutes les fois que des marchandises ou articles quelconque seront restés emmagasinés dans un entrepôt de l'Etat pendant la période d'un an et que les impôts pour magasinage et autres frais y seront dûs et payables pour plus de six mois, il sera légal de la part de celui qui tient l'entrepôt de donner avis par écrit, trente jours au préalable, à la personne qui a emmagasiné ces marchandises, d'avoir à payer ces impôts et ces frais; et il ajoutera qu'en cas qu'il ne sont pas soldés trente jours qui suivront cette notice, il sera alors légal de la part de celui qui tient l'entrepôt de vendre ladite propriété pour du comptant, à l'encan, par un encanteur muni de l'impôt-licence, après avoir dûment annoncé les termes et le lieu de la vente pendant dix jours, de la manière requise sur les annonces judiciaires de la vente des effets mobiliers, pourvu qu'une annonce séparée pour chaque article en vente ne soit pas requise; mais une seule annonce générale sera suffisante pour autoriser la vente de ladite propriété, et donnant les noms des personnes l'ayant emmagasinée.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que les produits réunis des ventes faites en vertu de ces annonces, seront affectés en premier lieu au paiement des frais et dépenses de magasinage et de vente pour la poursuite et les ventes; et le reste, s'il y en a, sera retenu par celui qui tient l'entrepôt, pendant trois mois à partir de la date de la vente; et si durant ce délai, les propriétaires de ces marchandises vendues se présentaient, ils recevraient le reste après déduction leur propriété, moins les déductions autorisées plus haut. Le reste, s'il y en a, après l'expiration des trois mois, comme il est dit précédemment, sera versé dans le Trésor de l'Etat de la Louisiane, au crédit du fonds général des écoles de l'Etat de la Louisiane, et sera déboursé de la même façon que d'autres sommes au crédit du Fonds général des Ecoles de la Louisiane, et celui qui tient l'entrepôt sera dégagé de toute responsabilité quant à la propriété ainsi vendue.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc , qu'aucun de ceux qui tiennent un entrepôt n'aura le droit de se prévaloir de cette loi, à moins que la première section de cette loi n'ait été imprimée ou écrite sur le reçu donné pour la propriété.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc. que toutes lois ou parties de lois contraires aux dispositions de celle-ci, sont par elle abrogées.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro Tempore du Sénat.
Approuvée le 7 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 86] LOI

Amendant et décrétant à nouveau les sections 602me et 603me des Statuts Révisés de 1870, relatives aux Commissaires de la Louisiane.

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que les Sections 602me et 603me des Statuts Révisés de 1870 sont amendées et décrétées à nouveau comme suit :

Section 602me—Tous les Ambassadeurs, Ministres, Chargés d'affaires, Secrétaires de Légations, Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents de commerce dans un pays étranger quel qu'il soit, sont autorisés à agir comme Commissaires en vertu de cette loi, et ont le pouvoir de se servir des sceaux de leurs bureaux respectifs au lieu du sceau du Commissaire, ainsi qu'il est ci-avant décrit.

Section 603me.—Toute reconnaissance en preuve d'un acte quelconque, d'un transfert, d'une hypothèque, d'une vente ou d'une assignation, d'un serment ou d'une affirmation, prise ou faite devant un Commissaire, un Ambassadeur, un Ministre, un Chargé d'Affaires, un Secrétaire de Légation, un Consul Général, un Consul, un Vice-Consul ou un Agent du Commerce, et toute attestation ou établissement de preuve faite par ces sans la force et l'effet d'un acte authentique exécuté dans cet Etat.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro-Tem. du Sénat
Approuvée le 7 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 87] LOI

Allouant la somme de trois mille, six cents dollars et soixante-six cents, pour rétribuer les services de Frank D. Chrétien, Examinateur des Comptes Publics, son salaire comme tel, du mois d'août 1892 au mois de juillet 1894.

Section 1ère.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la somme de trois mille six cents dollars et soixante-six cents est allouée : mille six-cents dollars et soixante-six cents à prendre et à Fonds Général des années 1892 et 1893 ; et deux mille dollars à prendre du Fonds Général des années 1893 et 1894, pour payer Frak D. Chrétien, Examinateur des Comptes Publics, son salaire comme tel du mois d'Août 1892 au mois de Juillet 1894, ainsi qu'y pourvoit l'Acte 72 de 1892 ;

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que l'Auditeur de l'Etat de la Louisiane est, par les présentes, autorisé à et requis d'émettre des mandats sur le Trésorier de l'Etat de la Louisiane, pour la somme de Trois-Mille-Six-Cents dollars et 66 cents, à prendre du Fonds Général des années 1892-1893 et 1893-1894, comme y pourvoit la section première de cet Acte en faveur dudit Frank D. Chrétien, Examinateur des Comptes Publics.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., que cette loi prendra effet à partir de son adoption.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro. Tem. du Sénat.
Approuvée le 9 juillet 1894.
MORPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 881] LOI

Créant le Vingt-Troisième District Judiciaire de l'Etat de la Louisiane, et pourvoyant à l'élection d'un juge et d'un avocat de district dans le district; pourvoyant aussi à la date à laquelle cette loi prendra effet.

Section 1re.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane qu'en outre du district judiciaire auquel pourvoit ici la loi, un district additionnel qui sera connu sous le nom de Vingt-Troisième District Judiciaire, est, par les présentes, créé; il se composera de la paroisse Teneas.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que pour ledit Vingt-Troisième District Judiciaire, un juge et un avocat de district seront élus à la prochaine élection générale des officiers d'Etat en l'année 1896.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., que cet acte ne prendra pas effet avant l'année 1896, et que l'élection et la qualification du juge de district et de l'avocat de district se feront comme il est indiqué dans la Section 2me de cet acte.

Sec. 4.—Il en outre décrété, etc., que toutes les lois ou parties de lois contraires à celle-ci sont ici révoquées.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
R. H. LOTT,
Président Pro Tempore du Sénat.
Approuvée le 9 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

Les funérailles du Dr Miles.

Solennelle démonstration.

La Nouvelle-Orléans vient de faire de magnifiques funérailles au Dr Alb. B. Miles ; elle a rendu un éclatant et solennel hommage à ses brillantes qualités d'esprit, à ses rares vertus; et ce n'était que justice. Peu d'hommes ont une jeunesse aussi bien remplie et ont rendu d'aussi nombreux et éminents services.

Déjà avant-hier, la foule s'était portée en masse à l'Hôpital de Charité pour contempler une dernière fois ses traits aimés et vénérés. Mais, c'est hier matin surtout, avant l'heure fixée pour les funérailles, que la population s'est, mue par un même sentiment, massée aux alentours de l'institution, où le très regretté défunt avait passé la plus grande partie de sa jeunesse.

On peut affirmer, que plus de 5,000 personnes ont passé devant le cercueil et à la cérémonie funèbre.

Le service devait avoir lieu dans la chambre mortuaire, transformée en chapelle ardente; mais le foule était si grande qu'il a fallu renoncer à ce projet ; les dernières cérémonies ont eu lieu publiquement sur le balcon qui s'élève devant l'institution.

Déjà vers 9 heures du matin—le service ne devait avoir lieu qu'à 10 heure—la population commençait à affluer, autour de l'hôpital. Il y avait surtout une profusion de fleurs de toute sorte—jasmins, camélias, immortelles, roses arrangés de toutes les façons et prenant toutes les formes — couronnes, croix, lyres. Les institutions de charité, l'Ecole de médecine, l'Université Tulane, la Société médicale de la Louisiane, les élèves de l'Hôpital, les internes, les externes, tous ceux qui l'avaient connu et aimé avaient voulu apporter leur offrande.

Rarement, bien rarement nous avons vu à la Nouvelle-Orléans une pareille abondance de fleurs.

Très intéressante à parcourir du regard cette foule où toutes les classes de la population se confondaient.

De très bonne heure, la cour du défunt s'était rendue auprès des restes de son frère bien-aimé. Elle y est restée jusqu'à la fin du service.

Bientôt arrivèrent le clergé, les membres du barreau, les fonctionnaires de l'Etat et ceux de la ville. On remarquait, parmi ces derniers, le gouverneur Foster, le maire John Fitzpatrick, le juge Parlange, les juges W. Rogers, W. Rogers, le Président de la Cour Suprême, Francis T. Nicholls, l'ex-maire Shakespeare, le Commissaire de Police Beanham, le Commissaire de Police C. H. Parker, les Rév. R. G. Mallard, Deverand, H. G. Bakewell, H. H. Waters, l'ex sénateur Jonas, le Baron Von Seidlewitz, l'Hon. T. S. Wilkinson, l'Hon. Frank Daniels, l'Hon. J. Gleason, le Chef de Police Gaster, les Drs Block, Pratt, M. E. Pragel, M. E. K. Converse, M. A. Brittin, le Dr C. H. Tebault, Mme Richardson, le Dr Blakham, l'ex-Coroner Lemonnier, MM. Irwin et Blaine Jamison, les Drs A. Young, H. Bayon, Holt, Soniat, Granger, MM. B. M. King, W. G. Vincent, J. T. Gibbons, J. B. Sinnott, Dr F. W. Parham, le Dr Formento, Dr T. S. Kennedy, le Dr Herriman, M. E. B. Kruttschnitt, M. E. P. Cottreaux, Dr E. W. Jones, M. B. McCloskey, P. Werlein, W. Beer, Dr Lawrence, W. E. Hager, Dr S. E. Hale, M. Alex Brewster, W. B. Schmidt, Col. W. H. Kellogg, le chimiste Metz, M. Frank Richardson, B. B. Howard, le Dr Cochran et une foule d'autres notabilités dont les noms nous échappent.

Le service, comme nous l'avions annoncé, devait commencer à 10 heures précises ; mais une foule de connaissances, d'amis, d'admirateurs du défunt, demandaient à contempler une dernière fois ses restes; il fallut retarder la cérémonie, puis on se décida à transporter le corps sur la galerie qui donne sur la cour d'honneur.

Le Rév. Palmer, l'ami, le confident du regretté Dr Miles, a pris alors la parole, et dans une de ces allocutions éloquentes et touchantes dont il a le secret, il a raconté la vie si bien remplie, si honnête, si édifiante et tout entière faite de dévouement et de sacrifices, du vaillant chirurgien. Il a surtout insisté sur les derniers moments du docteur qui, a-t-il dit, avait toujours été un croyant et qui doit être dignement récompensé dans l'autre monde, de tout le bien qu'il a fait dans celui-ci.

Après une dernière exhortation aux membres de la famille et aux amis du défunt, le Rév. Palmer a dit les dernières prières, et le corps a été porté lentement jusqu'au char qui l'attendait à la porte. Le Rév. Palmer a conduit les restes de l'illustre défunt jusqu'au cimetière de la Métairie.

Voici les noms des porteurs du poêle :

Honoraires : Gouv. Murphy J. Foster, Col. W. G. Vincent, président du Bureau des Administrateurs de l'Hôpital ; le Dr E. S. Lewis, Dr C. J. Bickham ; Dr E. L. McGehee, Dr Geo. K. Pratt ; Dr J. H. Elliott, Dr F. N. Reynaud ; Dr R. Matas, Dr H. R. Cochran ; MM. H. R. Robinson et R. H. Dixie.

Actifs : Le Dr J. D. Bloom, Dr W. E. Parker, M. L. J. Gates, L. B. Norsworthy, E. B. Nelson, C. H. Tebault, fils, U. S. Bird, A. C. King, étudiants attachés à l'Hôpital.

A la liste des porteurs honoraires, il faut ajouter les membres du Bureau des Administrateurs : MM. Sentell, Gibbons, Shakespeare, Brousseau et le Dr Shepherd.

A la Cour d'assises :

LE PRÉSIDENT, *à un récidiviste endurci.* —Ainsi, vous persistez à nier !

L'ACCUSÉ.—Un honnête homme n'a qu'une parole : à l'instruction, j'ai nié ; je persiste !

La meilleure de toutes les poudres-levain.---Dernier rapport du gouv. des E.-U.

Royal Baking Powder

Absolument Pur.

WEST END.

Toujours beaucoup de monde au West End, depuis surtout le retour du beau temps et des belles soirées d'une ravissante fraîcheur.

Par la même occasion on entend de jolie musique souvent exécuté avec beaucoup d'entrain et une rare correction.

Nous ne connaissons pas le programme entier de ce soir ; mais nous savons d'avance qu'il sera bien composé. Nous citerons, entr'autres un solo de clarinette : "Old Folks at Home," par M. Raybaud, un des meilleurs exécutants, un des plus habiles solistes de l'orchestre du West End. Nous prédisons à M. Raybaud un joli succès.

L'Agne Cure d'Ayer ne manque jamais de guérir les fièvres intermittentes, et toutes les maladies miasmatiques. Cure infaillible.

Chronique de la Ville.

Nouvelle-Orléans, 8 Août 1894.—Inculpations pour la Louisiane : Temps beau.

Température du 7 août 1894.

Thermomètre de E. L. Claudel, Opticien. No 14 rue du Canal. Entre Carondelet et Baronne.	Fahrenheit	Centigrade
7 heures du matin	80	24
Midi	92	30
2 P. M.	90	29
6 P. M.	88	28

Mariages, naissances et décès, inscrits au Bureau de Santé pendant les dernières 24 heures.

Mariages—John Seals à Mlle Armantine Martin ; Oscar Butler à Mlle Roxanna Smith ; Victor Malbes à Mlle Justine Tarrieux ; Abraham Washington à Mlle Virginia Asbury. Charles Rinaldo à Mlle Antonia Terre ; Edward Cannon à Mlle Elizabeth Wright ; Roderick Huddleston à Mlle Mollie Shirley ; Jules Reinoenerg à Mlle Mary Hoel ; Eugène Hunter à Mlle Emma Latil ; Charles Farrar à Mlle Mary Taffe ; Dumit Seehara à Mlle Jamily Elias.

Naissances—Mmes Andrew Marrouget, un garçon ; Alfred Johnson, un garçon ; Louis Tarleton, un garçon ; Calogne Cristina, un garçon ; Edward Flynn, un garçon ; Charles Trigo, une fille ; George Scott, un garçon ; John Appel, Jr., un garçon ; Edward Gladstone, une fille. Bernard Schaffner, une fille ; Paul Boustore, un garçon ; Frances Xiques, un garçon.

Décès—Mme Veuve Adélaïde Tardi, 58 ans 54 rue Magnolia ; Auguste Braud, 32 ans, 226 rue Bourbon ; Marga et Toepfar, 44 ans, 710 rue Nord Rempart ; Albert Dallet, 19 ans, 38 rue Dauphine ; Mme Vve Margaret Schilling, 33 ans, Gretna ; Mme Mary Nougen, 68 ans, Asile des Petites Sœurs des Pauvres ; W. J. Knight, 35 ans, 1217 rue St-Joseph ; John B. Fradat, 65 ans, 316 rue Sud Franklin ; John Dart, 40 ans 537 rue Dauphine ; James Planchard, 11 ans, 230 rue Mandeville ; I. A. Beck, 61 ans, 291 Promenade Carondelet.

CONSEIL MUNICIPAL.

Le meeting régulier du Conseil Municipal a eu lieu hier soir, à 7 heures 30, sous la présidence de maire Fitzpatrick. Dix-neuf membres étaient présents.

Le message du maire pour la semaine est comme suit :

1. Rapport du trésorier pour la semaine finissant le 4 août 1894.

2. Communication de M. Blaine Jamison, secrétaire des directeurs du Bureau des Ecoles, qui notifie le Conseil que le terme d'office des directeurs suivants est près d'expirer : R. S. Day et F. C. Ford, 4me district, et W. F. Curtis, 6me district.

3. Rapport des commissaires de l'Asile Fink pour le trimestre finissant le 31 juillet 1894.

4. Pétition de Mme A. Whitman qui demande l'autorisation d'entretenir des bestiaux chez elle, coin Patton et Boulevard.

5. Pétition de W. L. Saxon qui demande le remboursement d'une amende.

6. Pétition de S. V. Fornaris, agent de la compagnie de navires des Chargeurs Réunis, qui demande l'autorisation de faire construire un hangar sur le quai.

7. Communication de Thos. Egan jr., qui proteste contre l'offre acceptée par le Conseil, pour la réparation de la rue Galvez, de Julie à Toulouse.

8. Rapport du commissaire des édifices publics, contenant un tableau détaillé du travail exécuté par les prisonniers du Police Jail, du 31 juillet au 6 août 1894.

Respectueusement,
Signé : JOHN FITZPATRICK,
Maire.

Le Conseil reçoit favorablement le veto du maire, relativement à deux ordonnances adoptées au dernier meeting, en vertu desquelles Mme B. Comanche et Charles Sherman étaient autorisés à ouvrir des cafés.

Lecture est donnée des rapports des différents comités.

On adopte quarante-quatre ordonnances relatives aux finances.

Le contrôleur est requis de vendre aux enchères publiques le contrat pour les impressions publiques.

On décide de rembourser à Jas. Wallace & Co. une certaine somme payée par eux par erreur.

Le trésorier est requis de recevoir le montant intégral des taxes au nom de Willie Pickett et autres.

Le contrôleur est requis d'annuler l'assessement au nom du Rév. James Lambert, pour l'année 1890.

Le contrôleur est requis de réduire certain assessement au nom de P. Reilley Read.

Le contrôleur est requis de réduire un assessement au nom de P. Fasks.

On réduit l'assessement au nom de la Yve Stumpff pour l'année 1894.

On réduit l'assessement de la Home Brewing Company pour l'année 1894.

On adopte une ordonnance remettant en vigueur l'article No 1 de l'ordonnance No 8097 C. S. relative au remboursement d'intérêts dus pour taxes au nom de Louis Desmouseau.

Le contrôleur est requis de demander des offres pour la construction d'un pont en fer sur le canal Broad, à son intersection avec l'avenue de l'Esplanade.

Le commissaire des édifices publics est requis de faire placer une lampe électrique au coin de la rue Sauvage et de la Grande Route St-Jean.

Les personnes suivantes sont autorisées à ouvrir des cafés et groceries : J. Darrithere, coin François et Remparts ; H. W. Nelson, No 232 rue Tchoupitoulas ; et John Tarkel, coin Louisiana avenue et St-David.

Le contrôleur est requis de demander des offres pour la réparation de la pompe de drainage de l'avenue Londons.

Fred Sutter est autorisé à ouvrir un café à l'intersection de l'avenue Esplanade et du Bayou St-Jean.

Le voyer est requis de préparer des plans et devis pour la réparation de la rue Josephine, de St-Charles à Claiborne.

Il est décidé de transférer la cloche d'alarmes du marché Sorapuru à la maison de pompe de la compagnie Lafayette No 1.

La compagnie des chars de la rue St-Charles est autorisée à se servir d'électricité comme force motrice.

Une récompense de $100 est offerte pour l'arrestation de Jim Murray, l'assassin du gardien privé Michael Cotter.

La question des immondices.

Conformément à une décision de l'association protectrice des citoyens, le comité exécutif de cette association a rédigé deux communications, dont une adressée au Bureau de Santé, appelle l'attention de cette assemblée sanitaire sur la violation de son contrat par la compagnie qui a charge de l'enlèvement des immondices et sur les méthodes peu sanitaires employées par cette compagnie.

La seconde communication, tout en contenant les mêmes protestations que la première, a une plus grande portée par le fait que ces protestations s'étendent au paiements des sommes allouées à la dite compagnie. Elle a été adressée au Conseil et les signataires ont même demandé au Conseil d'annuler le contrat passé avec la compagnie, parce qu'elle ne s'était pas conformée à ses obligations.

Le comité exécutif informe les membres du Conseil que s'ils ne donnent pas satisfaction à la population, les membres de l'Association Protectrice des Citoyens seront obligés d'avoir recours aux tribunaux pour se faire rendre justice.

MENUS FAITS.

Le juge Aucoin a condamné hier matin à $25 d'amende ou trente jours au nommé Paul Veladin, qui était accusé d'avoir battu sa femme.

Cour Criminelle.

Les conseillers Callahan et Dufour ont comparu devant la Cour Criminelle et leurs avocats ont fait opposition à l'acte d'accusation sans indiquer les portions de cet acte sur lesquelles était basée leur demande.

L'avocat de district a déclaré qu'il était prêt à entendre immédiatement les objections des défendeurs et à y répondre, mais ceux-ci ont préféré remettre l'affaire au lendemain. Il est évident que faute de mieux, les conseillers qui ne se font pas illusion sur leur situation, cherchent à gagner du temps.

Deuxième Cour de Recorder.

Le recorder Aucoin a condamné hier matin à $25 ou trente jours, un nègre du nom de Frank Gonzales, qui avait été arrêté pour avoir fumé l'opium. Il se battait lorsqu'il a été arrêté, et sa femme qui était aussi sous l'influence de l'opium a lancé sur l'agent le chien de la maison. La femme a eu le même sort que son mari devant le juge.

Greasy Jim.

Les détectives Flood et Littleton, qui étaient allés à Waynesboro, pour établir l'identité du nègre arrêté et que l'on croyait être Greasy Jim. Ils ont adressé hier matin au chef Gaster un télégramme lui annonçant que la ressemblance était frappante, mais que le prisonnier n'était pas l'assassin du gardien Cotter. Le chef de police a été très désappointé.

Citizens' Protective Association.

La Société Protectrice des Citoyens vient de faire imprimer des circulaires dont elle fera usage pour se procurer par souscription les fonds nécessaires au paiement des dépenses que nécessitera la poursuite des membres de l'administration municipale accusée par le grand jury.

Les personnes désireuses de se procurer ces blancs, peuvent les obtenir chez M. Young, président de la compagnie d'assurances du Pélican.

SPORT.

Ce soir, le club de la rue de Canal, le *Auditorium*, verra descendre dans son arène deux gladiateurs de renom, les sieurs Andy Bowen et Jim Carroll.

Tous deux se sont *entraînés* avec beaucoup de soins et vont se disputer la victoire avec opiniâtreté. On se rappelle leur première rencontre au club Olympique, celle où Bowen perdit ses lauriers (?), lui qui en avait moissonnés tant et tant.

Carroll, depuis cette victoire, a été malheureux : il s'est fait battre par Billy Meyer,—mais non sans lui avoir opposé une belle résistance ; et peut-être est-il triomphé de son adversaire, si peu de jours avant sa lutte, il ne se fut trouvé indisposé.

Les paris vont leur train ; chaque partisane a de nombreux partisans.

La Salsaparrilla d'Ayer n'a jamais, jusqu'ici, égalé le nombre des cures merveilleuses et des ventes immenses faites chaque jour.

Les domestiques :

—Comment, Joséphine, soixante francs de lait ce mois-ci !

—Madame sait bien que rien ne monte comme le lait !

Entre vieux copains :

—Et André X....., qui était mon meilleur au collège, qu'est-il devenu ?

—Oh ! c'est un prometteur.

—Quoi donc ?

—Dentiste !

A la dernière réunion chez Mme de X.....

Sur le passage d'une héritière très laide, mais riche à millions :

—Elle n'est pas mal, vue de dos !

Un mot d'enfant.

A chaque sortie qu'il fait, Tony est étonné du nombre considérable de saints qu'on donne avec son grand-père qui l'accompagne ; aussi, après réflexion, avec un sourire :

—Sais-tu, grand-père, lui dit-il, que tu auras joliment du monde à ton enterrement !

Les mendiants du pont des Arts à Paris :

Un monsieur rencontre un aveugle auquel il donne une pièce blanche.

—Je vous demande bien pardon, dit l'aveugle, mais on n'accepte plus les pièces italiennes.

—Qu'en savez-vous ?

—Oh ! monsieur, j'ai lu cela dans mon journal. Je ne suis pas aveugle, je suis sourd-muet.

ATHENEE LOUISIANAIS.

Concours de 1894.

L'Athénée propose le sujet suivant aux personnes qui désirent prendre part au concours de cette année :

JEANNE D'ARC DANS L'HISTOIRE ET LA LITTÉRATURE.

Les manuscrits seront reçus jusqu'au 1er janvier inclusivement.

L'auteur du manuscrit qui aura été jugé le meilleur, recevra une médaille d'or.

Toute personne résidant en Louisiane est invitée à concourir.

Les manuscrits devront être écrits aussi lisiblement que possible, sur papier écolier réglé, avec une marge, et seulement sur le *recto et les lignes* ; ils ne devront pas dépasser 25 pages.

Chaque manuscrit sera remis sans nom d'auteur, mais portant une épigraphe ou devise qui sera reproduite sur une enveloppe cachetée, dans laquelle l'auteur aura écrit son nom et son adresse.

Le comité nommé pour examiner les manuscrits, ouvre *seulement* l'enveloppe contenant le nom du concurrent qui a mérité la médaille, pour s'assurer qu'il est dans les conditions du concours.

Le comité pourra accorder des mentions honorables, s'il le juge convenable.

Le manuscrit couronné sera publié dans le journal de l'Athénée

La présentation de la médaille se fera dans une séance publique. On réunira, pour la circonstance, tous les éléments d'une fête littéraire et artistique.

Le nom du lauréat ou de la lauréate sera proclamé après la lecture du manuscrit qui aura obtenu le prix.

Les devises des concurrents à qui des mentions honorables auront été accordées, seront lues devant le public.

Les candidats devront se soumettre strictement aux dispositions du programme.

Les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

Tout candidat qui fera connaître sa devise, sera mis hors de concours.

Toute personne qui a obtenu la médaille, ne pourra plus concourir.

Les manuscrits seront adressés au secrétaire.

Le secrétaire perpétuel,
BUR. ROURN,
P. O. Box 725.

Les Plus Grands Honneurs ont été décernés, au World's Fair, au

DR. PRICE'S CREAM BAKING POWDER

LA PLUS PARFAITE FABRIQUAE.

Une poudre de crème de tartre faite du raisin par nous-mêmes, sans et contre agréées la falsifiant.

AU D'ÉPREUVE

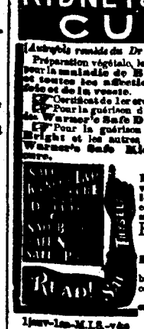
WARNER'S SAFE KIDNEY & LIVER CURE

Antiseptic remède du Dr Craig pour les reins : Préparation végétale, le seul remède efficace pour la maladie de Bright, le Diabète et toutes les affections des reins, du foie et de la vessie.

Certificat de 1er ordre à l'appui.

Pour la guérison du Diabète, demandez Warner's Safe Diabetes Cure.

Pour la guérison de la maladie de Bright et les autres affections demandez Warner's Safe Kidney and Liver Cure.



Warner's Safe Remedies sont vendus par tous les pharmaciens et marchands de médicaments.

H. H. WARNER & Co.,
Propriétaires,
Rochester, N. Y.
Demandez les brochures et certificats.

Agent pour la vente en gros à la N.-Orléans
T. L. LYONS.

15mer-1m-M.I.S.-vdm

BULLETIN
Télégraphique.

Chine et Japon.

On prête à la Russie l'intention de s'emparer d'un des meilleurs ports de la Corée. La nouvelle est transmise, paraît-il de source très authentique.

La légation japonaise à Washington a reçu de plusieurs villes des Etats-Unis des lettres de personnes qui s'offrent à recruter des régiments pour aller prêter main forte aux Japonais. Des remerciments sont généralement adressés aux auteurs de ces lettres, car le Japon ne peut pas accepter ces offres, attendu qu'il existe une loi aux Etats-Unis, d'après laquelle le service d'un américain dans une des armées, chinoise ou japonaise, pendant que ces deux nations sont en guerre, constitue un délit.

Deux navires viennent de quitter l'Angleterre sous pavillon espagnol. Ils se rendent dans les eaux japonaises, et à leur arrivée ils seront transférés au gouvernement japonais où leur armement comme croiseurs qui a déjà été commencé avant le départ, sera terminé. Tous les navires qui partent pour la Chine et le Japon, avec des munitions de guerre, voyagent sous pavillon espagnol ou portugais.

Les Chinois cessent de mettre la poste sur le compte des étrangers, qu'ils prétendent responsables des ravages du fléau.

La maladie ne cède à aucun traitement et continue à faire des victimes à raison de 50 pour cent. La mortalité s'est élevée, depuis le 1er mars, à 40,000 décès. Le choléra a aussi fait son apparition à Canton.

Les mineurs de la Pennsylvanie, qui sont pour la plupart des Slaves, ont décidé d'offrir leurs services au gouvernement japonais, et l'un d'eux, qui a conçu l'idée de ce projet, a annoncé qu'il se rendrait à Washington, afin de faire la proposition à l'ambassadeur du Japon. Il prétend qu'il peut facilement mettre à sa disposition 5,000 hommes, tous anxieux de porter de nouveau le sabre et le fusil, car ces mineurs sont d'anciens soldats.

La Chine prétend que le Japon lui doit une indemnité de $3,500,000 pour avoir coulé le Kow Shung.

Quelques officiers de l'armée japonaise qui avaient été envoyés à Berlin pour étudier les réglements de l'armée, ont été rappelés dans leur pays.

Brûlés.

On écrit de Willmar, Minn., que l'habitation d'un fermier a été détruite par un incendie, et qu'il a péri dans les flammes avec ses 4 enfants. Sa femme a réussi à se sauver, mais elle est presque folle de chagrin.

La fille du Czar.

Le mariage du grand-duc Alexandre Michaelovith et de la duchesse Xenia, fille du czar, a été célébré au palais impérial, en présence de la famille impériale, de la reine de Grèce et de la princesse de Galles. Une suite de cent coups de canon a annoncé la fin de la cérémonie. Après celle-ci, un grand banquet a été donné au palais, puis un concert a eu lieu dans la salle de Pierre le Grand. La fête s'est terminée par un feu d'artifice.

Les Anarchistes.

Paris, 8 août—Vingt quatre anarchistes français et six italiens ont comparu devant la Cour d'Assises sous la prévention d'appartenir à une bande secrète dont le but est de détruire la société. Tous les prisonniers ont avoué leurs tendances anarchistes. Défense a été faite aux journaux de reproduire leurs réponses.

Les journaux anglais envoyés en France sont examinés par la police française, afin de savoir s'ils n'ont pas violé la loi relative aux rapports des procès d'anarchistes, particulièrement dans le cas de Santo.

On écrit de Rome que 6 anarchistes ont été arrêtés pour avoir tenu une réunion secrète. On pense que les 2,000 anarchistes qui ont été arrêtés pendant les derniers deux mois, seront déportés. On en a déjà embarqué 50 à Massouah.

Un explorateur assassiné.

On écrit de Faien-Taie, que Jules Rhinez, l'explorateur français, a été assassiné au Thibet, et que son cadavre a été jeté dans la rivière. Le ministre français en Chine a demandé au gouvernement que le cadavre et les papiers de la victime soient restitués, que la Chine fasse des excuses au gouvernement français et qu'elle garantisse une pension à la famille de la victime.

Guillaume II.

On écrit de Cowes, que la reine a donné un banquet en l'honneur de l'empereur Guillaume. Lorsque celui-ci est retourné à bord de son yacht, tous les navires du port étaient pavoisés et illuminés.

Au Board of Trade de Chicago.

Chicago, 7 août.—Il y a eu ce matin une sorte de panique à la Bourse aux grains par suite de la sécheresse qui a détruit une partie des récoltes de maïs. Cette céréale offerte à l'ouverture à 54c est montée jusqu'à 58 et restée quelque temps à 60c pour redescendre subitement à 55 1/2.

Les détrousseurs de trains.

Cleveland, O., 7 août—Des bandits ont essayé la nuit dernière d'arrêter un train du Lake Shore, dans le voisinage de Kessler Ind. Le train approchait d'une algalle, lorsque le mécanicien s'est aperçu qu'elle était ouverte de façon à lancer le train sur une voie de garage, tandis que sur la voie principale avaient été empilées des traverses et autres obstructions.

Le mécanicien, voyant qu'il n'était pas impossible de passer ma'gré ces obstructions, a donné toute la pression possible à la locomotive et le train lancé à toute vapeur, est passé sans accident. Les bandits, désappointés, ont tiré plusieurs coups de feu sans toutefois atteindre personne. Le train transportait une forte somme et le fait était sans doute connu des malfaiteurs.

Tentative de déraillement.

Chicago, 7 août—On a tenté la nuit dernière de faire dérailler un train du Panhandle, près de Diller St. Le wagon de bagages et le wagon-poste ont quitté les rails et il s'est produit une commotion assez violente pour faire quitter leurs sièges à tous les voyageurs qui ont poussé des cris d'effroi. Personne n'a été blessé.

L'ABEILLE
Nouvelle-Orléans
—DE LA—
JOURNAL QUOTIDIEN,
—AVEC UNE—
EDITION HEBDOMADAIRE
PARAISSANT
—LE—
SAMEDI MATIN,
Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'EDITION HEBDOMADAIRE

Renferme en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

BUREAUX ET ATELIERS
No 73 Rue de Chartres,
ENTRE CONTI ET BIENVILLE

L'ABEILLE,

Fondée le 1er septembre 1827, est le plus ancien journal quotidien de la Louisiane et du Sud-Ouest.

Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, au point de vue des annonces, un excellent organe de publicité.

Elle est reçue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin où on lit le français et où on s'intéresse aux affaires de notre pays.

L'ABEILLE

Publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :

Des